**PROCES VERBAL du
CONSEIL MUNICIPAL DU NAYRAC**

**Nombre de membres
en exercice : 15**

Séance du 13 mars 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le treize mars à vingt heures et trente minutes, le Conseil Municipal de la commune du Nayrac s'est réuni en session ordinaire à la salle de la mairie, sous la présidence de Jean-Louis RAYNALDY, Maire

Présents : 9

Sont présents : Jean-Louis RAYNALDY, Jean-Louis MIQUEL, Eric ORSAL, Aline RAYNALDY, Christophe BROUSSE, Quentin DAUBAN, Claire MARCILLAC, Karine PELAMOURGUES, Doriane RIANI

Votants : 14

Représentés : Raymonde DENIS représentée par Karine PELAMOURGUES, Jérémy CURE représenté par Aline RAYNALDY, Yvette JOLY représentée par Jean-Louis MIQUEL, Jean ROBERT représenté par Doriane RIANI, Gilbert VIGUIER représenté par Jean-Louis RAYNALDY

**Date de
convocation :**
07/03/2025

Absents et excusés: Aurélie CONTE
Secrétaire de séance : Aline RAYNALDY

Ordre du jour :

1. Adhésion commune St Hippolyte au syndicat mixte d'alimentation en eau potable de la Viadène
2. Convention de répartition des charges en matière de conservation, d'entretien et d'exploitation du domaine public routier départemental avec le département
3. Estimation Parcelle AB 346 donation Ricard de 2023
4. Ouverture de crédits par anticipation en attendant le vote du budget primitif 2025
5. Garantie prêt Aveyron Habitat
6. Questions diverses :
 - a. Equipement logement ancienne Poste
 - b. Photovoltaïque sur bâtiment communal
 - c. Rénovation éclairage public
 - d. Plan communal de sauvegarde
 - e. Pack connect camping
 - f. Vente serres
 - g. Caveau communal

Délibérations du conseil :

1) Demande d'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE au SMAEP de La VIADENE (N° DB2025_03_12_01)

VU le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L. 5211-18 ;

VU l'arrêté préfectoral du Préfet de l'Aveyron en date du 29 août 1960 portant création du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de La Viadène ;

VU les arrêtés préfectoraux du Préfet de l'Aveyron des 10 mai 1965, 23 juin 1969, 17 avril 1972, 12 octobre 1972, 6 mai 1992, 12 mai 1998, 16 octobre 2006, 20 août 2007, 2 novembre 2016, 14 décembre 2017, 7 février 2019 portant transformation du Syndicat intercommunal en Syndicat mixte, 8 mars 2021 portant adhésion de la Commune de Le Fel au Syndicat et du 28 juillet 2023 portant modification des statuts du Syndicat Mixte, arrêtés modifiant l'arrêté préfectoral susvisé du 29 août 1960 portant création du Syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de La Viadène ;

VU les statuts en vigueur du Syndicat mixte d'alimentation en eau potable de La Viadène ;

VU la demande d'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE formalisée par délibération du Conseil municipal du 06 Février 2025 ;

VU la délibération du Comité syndical du SMAEP de La Viadene en date du 13 Février 2025 approuvant l'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE, délibération notifiée par le Président du Syndicat Mixte à la Commune, le 19 Février 2025 ;

Considérant que le Syndicat intercommunal, devenu depuis sa création, Syndicat Mixte, d'Alimentation en Eau Potable de La Viadène, a pour objet statutaire, depuis la dernière modification statutaire intervenue, « *la réalisation, l'entretien et l'exploitation des réseaux d'alimentation en eau potable, la production et la distribution d'eau potable, sur son territoire d'intervention* ».

Il est rappelé qu'actuellement sont membres du Syndicat, d'une part, les Communes de Coubisou, Entraygues-sur-Truyère, Espalion, Estaing, Le Cayrol, Le Fel, Le Nayrac, qui toutes adhèrent à la Communauté de communes Comtal Lot et Truyère, et, d'autre part, la Communauté de communes Aubrac Carladez et Viadène, en représentation-substitution des Communes d'Argences en Aubrac, Campouriez, Cassuejols, Curières, Florentin-la-Capelle, Huparlac, Montézic, Montpeyroux, Saint-Amans-des-Côts, Saint Symphorien-de-Thénières, Soulages-Bonneval.

Considérant que par délibération de son Conseil municipal en date du 06 Février 2025, la Commune de SAINT HIPPOLYTE, qui souhaite conforter et pérenniser le service de distribution en eau potable à la population de la Commune, a délibéré afin de solliciter son adhésion au Syndicat mixte, souhaitant confier dès maintenant, c'est-à-dire, à effet du 1^{er} Juillet 2025, l'exercice de sa compétence Eau potable au Syndicat.

Considérant, en termes d'effets induits, que l'ensemble des biens, équipements et services de la Commune, nécessaires à l'exploitation du service de distribution d'eau potable, sera mis à disposition de plein droit du Syndicat, lequel se verra transférer l'ensemble des droits et obligations afférents.

Considérant par ailleurs, que l'adhésion de la Commune aura pour effet la substitution du Syndicat à la Commune, s'agissant de l'ensemble des contrats et conventions conclus par la Commune, et en cours d'exécution à la date d'effectivité de l'adhésion de la Commune. Seront plus particulièrement concernées, les conventions d'achat d'eau en gros de la Commune qui seront donc poursuivies par le Syndicat.

Considérant que la loi ne fait pas obligation de disposer d'une unicité de mode de gestion, il appartiendra au Syndicat de poursuivre les modalités actuelles d'exploitation du service de distribution d'eau potable en vigueur sur le territoire de la Commune de SAINT HIPPOLYTE lors de l'effectivité de l'adhésion.

Il est, en conséquence, demandé au Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur la demande d'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE au Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de La Viadène.

Considérant qu'il est souhaité que l'adhésion puisse être effective au 1^{er} Juillet 2025, il a été demandé à la Commune, en sa qualité de membre du Syndicat Mixte, de bien vouloir délibérer rapidement sur la question afin que, sous réserve de l'intervention de l'accord de la majorité qualifiée de l'ensemble des membres, le Préfet puisse prendre l'arrêté portant adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE au Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de La Viadène dans la seconde moitié de Juin au plus tard, compte tenu de la date d'effectivité de l'adhésion souhaitée.

Les conditions de majorité sont définies à l'article L. 5211-5 du CGCT selon lequel l'accord des membres du Syndicat doit, en matière d'extension de périmètre, être exprimé par les deux tiers au moins des organes délibérants représentant plus de la moitié de la population totale du Syndicat ou par la moitié au moins des organes délibérants représentant les deux tiers de la population totale.

Cette majorité doit nécessairement comprendre le membre dont la population est supérieure au quart de la population totale concernée.

Une fois la consultation des membres du Syndicat intervenue et sous réserve de l'accord à la majorité qualifiée de ceux-ci, un arrêté préfectoral portant adhésion au Syndicat de la Commune de SAINT HIPPOLYTE devra intervenir afin d'approuver l'extension du périmètre syndical.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal de bien vouloir :

- **SE PRONONCER** sur la demande d'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE au Syndicat Mixte à effet du 1er Juillet 2025, telle qu'approuvée par délibération du Comité syndical du 13 Février 2025 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE,

Par 14 voix pour, 0 voix contre, et 0 abstentions

DECIDE :

- **D'APPROUVER** la demande d'adhésion de la Commune de SAINT HIPPOLYTE au Syndicat ;
- **DONNER POUVOIR** à Monsieur le Maire pour notifier cette délibération au Président du Syndicat Mixte d'Alimentation en Eau Potable de La Viadène ;
- **D'AUTORISER** Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

2) Convention répartition responsabilités et entretien des routes avec le Département (N° DB2025_03_13_02)

M. le Maire présente au Conseil le projet de convention de répartition des charges en matière de conservation, d'entretien et d'exploitation du domaine public routier départemental sur le territoire de la commune du Nayrac avec le Département, afin de clarifier les compétences des différentes collectivités en ce qui concerne les responsabilités et l'entretien des aménagements communaux.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal :

autorise M. le Maire à signer la convention avec le Département jointe à la présente délibération.

Délibération : adoptée

3) Estimation parcelle AB 346 donation Ricard (N° DB2025_03_13_03)

Monsieur le Maire rappelle au conseil la donation de la parcelle AB 346, appartenant à Mme Yvette RICARD et M.Laurent RICARD, à la commune. Cette parcelle d'une contenance de 174m², qui rejoint l'allée du Nayraguet avec l'avenue d'Estaing, longe la parcelle AB 157 que la commune a acquise.

Monsieur le Maire rappelle que le conseil avait décidé par la délibération 2023_02_09_007 d'accepter cette donation, de s'acquitter des frais de notaire, et de déléguer à Monsieur le Maire la signature de tout acte et document concernant cette affaire.

Monsieur le Maire annonce au conseil que le notaire demande une estimation du prix de la parcelle AB 346.

Cette parcelle étant une route goudronnée et entretenu par la commune.

Compte tenu de ces éléments, et de l'intérêt général que représente cette route, la parcelle est estimée à 17 €.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité :

- Approuve l'estimation de la parcelle cadastrée AB 346 de 174m² pour la somme de 17 €
- Autorise Monsieur le Maire à signer tout acte et document concernant cette affaire.

Délibération : adoptée

4) Ouverture de crédits par anticipation en attendant le vote du budget primitif 2025 (N° DB2025_03_13_04)

Vu l'article L1612-1 du Code général des collectivités territoriales permettant à l'exécutif de la collectivité territoriale jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 15 avril, sur autorisation de l'organe délibérant, d'engager, de liquider et de mandater les dépenses d'investissement, dans la **limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette et non compris les RAR;**

Considérant que la commune est en mesure de lancer dès le début de l'année 2025 certains projets générateurs d'engagements contractuels et financiers ;

Considérant que l'engagement comptable doit précéder ou être concomitant à l'engagement juridique ;

Considérant que l'autorisation donnée par le Conseil doit préciser le montant et l'affectation des crédits,

Considérant que la base de référence est constituée des crédits ouverts en 2024 en opérations réelles lors du budget primitif (hors restes à réaliser et remboursement de la dette) et dans les décisions modificatives ultérieures ;

Enveloppe des crédits ouverts en N-1 rentrant dans le calcul : crédits ouverts sur opérations réelles (sauf remboursement de la dette) 803 657 € - 144 445,12 € (RAR dépenses 2024 reportés sur 2025) = 659 211,88 €

Somme maximale des crédits pouvant être ouverts avant le vote du budget : 164 802,97 € (25 % x 659 211,88 €)

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, décide à l'unanimité d'autoriser l'ouverture par anticipation des crédits d'investissement suivants pour l'année 2024 :

Chapitre ou opération	Article budgétaire	Intitulé	Montant ouvert par anticipation en 2025
322	2152	Mise en sécurité route de Laguiole	3 000
2184	2184	Mobilier	10 000
Total			13 000

- dit que les crédits budgétaires ainsi votés seront inscrits au budget lors de son adoption.

Délibération : adoptée

5) Garantie prêt Aveyron Habitat (N° DB2025_03_13_05)

Vu la demande formulée par AVEYRON HABITAT et tendant à garantir un Prêt destiné à la réhabilitation de cinq logements individuels situés 88 Route de Cantagrel à LE NAYRAC

La présente garantie est sollicitée dans les conditions fixées ci-dessous.

Vu les articles L. 2252-1 et L. 2252-2 du Code général des collectivités

territoriales Vu l'article 2305 du Code civil ;

Vu le Contrat de Prêt N° 170195 en annexe signé entre AVEYRON HABITAT, Société Anonyme d'Habitation à Loyer Modéré, ci-après l'Emprunteur et la Caisse des Dépôts et Consignations ;

DELIBERE

Article 1 : Le Conseil Municipal de Cabanes accorde sa garantie à hauteur de 50% pour le remboursement d'un Prêt d'un montant total de **162 622 €uros** souscrit par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les caractéristiques financières et aux charges et conditions du Contrat de Prêt **N° 170195**, constitué d'une Ligne du Prêt.

La garantie de la collectivité est accordée à hauteur de la somme en principal de **81 311 €uros**

augmentée de l'ensemble des sommes pouvant être dues au titre du

contrat de Prêt. Ledit contrat est joint en annexe et fait partie intégrante

de la présente délibération.

Article 2 : La garantie est apportée aux conditions suivantes : La garantie de la collectivité est accordée pour la durée totale du Prêt et jusqu'au complet remboursement de celui-ci et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité. Sui notification de l'impayé par lettre recommandée de la Caisse des dépôts et consignations, la collectivité s'engage dans les meilleurs délais à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Article 3 : Le Conseil s'engage pendant toute la durée du Prêt à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir les charges du Prêt.

Délibération : adoptée

6) Questions diverses :

a. Equipement logement ancienne Poste

Un plan de travail sera aménagé avec un placard et de l'électroménager. Un poêle à granulés sera également installé afin de rendre le logement plus attractif à l'économie d'énergie électrique.

b. Photovoltaïque sur bâtiment communal

Présentation des coûts du projet : 36 000€ + 5000 € (frais d'études et maîtrise d'œuvre)

c. Rénovation éclairage public

Après exposition par Monsieur le Maire, le conseil décide d'entreprendre la rénovation des luminaires dans les hameaux, cette dernière tranche portant sur 47 équipements. Cette modernisation s'inscrit dans une démarche d'efficacité énergétique déjà engagée.

d. Plan communal de sauvegarde

Monsieur le Maire présente le projet suite à la modification des données des personnes ayant un rôle d'action et l'ajout du protocole des comprimés d'iode.

e. Pack connect camping

Il est exposé le nouveau pack connectivité proposé par Camping Car Park, comprenant notamment l'accès à la fibre pour l'aire de camping-car. Le conseil demande d'analyser le coût ainsi que les modalités d'installation.

f. Vente serres

Concernant la vente des serres, il est indiqué que la petite serre a été acquise par Anne Neyrolles. Il est proposé de faire un jardin aromatique sous la grande serre.

g. Nettoyage des gradins à l'espace multiculturel

Après discussion, le conseil valide le devis de 1776€ pour procéder à un nettoyage en profondeur des sièges et moquettes des gradins ainsi que des cloisons amovibles à l'espace multiculturel. Le nettoyage sera effectué courant l'été 2025.

h. Caveau communal

Le caveau communal va être rénové afin de créer deux places au-dessus du caveau existant qui deviendra l'ossuaire communal. La dalle sera en granit naturel, sans gravure.

i. Borne incendie

Coût : 2457€ pour rénovation. Le conseil approuve la commande afin de mettre en état toutes les bornes incendie.

j. Parcelle sectionale de Grignac à partager entre Mr Borie et Mr Laurens

Mr Borie et Mr Laurens ont fait une demande afin d'acquérir la parcelle F279 de 573 m² qui jouxte leur bâtiment. Le conseil étudie les démarches à mettre en place.

k. Base de données en locations sur la commune

Monsieur le Maire expose qu'il arrive régulièrement que des personnes se renseignent auprès de la mairie pour savoir si des logements sont disponibles à la vente ou à la location sur notre territoire. Afin de répondre de manière précise et efficace à ces demandes, et d'éviter toute erreur d'information, le conseil propose de mettre en place une base de données centralisée qui répertorierait les offres actuelles de logements. Cette base de données serait accessible en mairie et permettrait de fournir une réponse rapide et fiable aux citoyens.